

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Lucé, le 17 juin 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions d'Eure-et-Loir
ZI - 59 rue de Beauce
28110 LUCE

☎ : 02 37 91 27 60
Fax : 02 37 90 71 92
✉ : drire.gs28@industrie.gouv.fr
internet : www.centre.drire.gouv.fr

Directeur par intérim
Affaire 080085 suivie par
Réf. à rappeler pour toute correspondance :
2594/RAAPC/car08077
0259420080617SYN

INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PRESRIPTIONS D'EXPLOITATION
REALISATION D'UNE ETUDE GEOTECHNIQUE

COMMUNE DE HANCHES
LIEU-DIT « LE BOIS D'AUVILLIERS »

LES TRANSPORTS GALLAS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS
CLASSEES



OBJET : Propositions de prescriptions complémentaires relatives à la carrière suscitée suite à la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 20 novembre 2007.

P.J. : 1 plan de localisation ;
1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

1 – PREAMBULE

Dans le cadre de son programme annuel de contrôle, la DRIRE a réalisé, le 20 novembre 2007, une inspection de la carrière exploitée par LES TRANSPORTS GALLAS LTG à Hanches. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courrier du 08 novembre 2007 – car07118.

Lors de cette opération, a notamment été relevée, malgré que des actions aient été engagées pour lever les non-conformités objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 janvier 2005 : la persistance d'une partie du front présentant une hauteur supérieure à celle définie dans le dossier de demande d'autorisation - 6 mètres. La hauteur exacte de cette partie du front n'était pas connue, puisque le plan d'exploitation d'avril 2007 remis par l'exploitant lors de la visite, ne permet pas de contrôler.

Compte tenu du fait que l'exploitant ne respecte pas les conditions initiales d'exploitation et de la nécessité de connaître l'état de sécurité de la situation actuelle, l'inspection des installations classées propose de mettre en œuvre des prescriptions complémentaires, ainsi que prévu en telle situation aux articles L. 512-7, R. 512-28 et R. 512-31 du code de l'environnement.

2 – SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA CARRIERE

L'exploitation de la carrière a été autorisée par arrêté préfectoral n°407 du 22 février 1993 jusqu'au 21 février 2013 et prescriptions complémentaires n° 2031 du 12 juillet 1999 (garanties financières, cote minimale de fond de fouille et profondeur maximale d'extraction).

Pour mémoire : l'exploitant souhaite étendre la carrière - sa demande d'autorisation d'exploiter du 14 février 2008. Le dossier fourni à l'appui de sa demande n'est pas recevable – courrier DRIRE car08053 du 13 mai 2008.

3 – PRESCRIPTIONS PROPOSEES

Le projet d'arrêté ci-joint :

- fixe les prescriptions relatives à la conduite de l'extraction : les prescriptions proposées reprennent les engagements de l'exploitant mentionnés dans son dossier de demande d'autorisation initial ;
- prescrit une étude géotechnique définissant les mesures de sécurité (distance minimale d'éloignement ou autre) à prendre au vu du profil actuel des terrains et durant les travaux de remise en conformité, et permettant d'assurer la stabilité des terrains voisins - cette étude devra également définir la distance horizontale minimale prescrite au 2^{ème} alinéa de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 – et demande à l'exploitant de prendre en compte les conclusions de cette étude et, le cas échéant, de proposer à Monsieur le Préfet un programme d'actions avec un calendrier de réalisation.

4 – CONSULTATION DE L'EXPLOITANT SUR LES PRESCRIPTIONS PROPOSEES

Nous avons transmis le projet d'arrêté à Monsieur le Préfet – notre rapport car07132 du 19 décembre 2007 ; et, pour avis, aux TRANSPORTS GALLAS – en annexe à notre courrier transmettant notre rapport d'inspection.

LES TRANSPORTS GALLAS - son courrier du 14 janvier 2008 - répondent que les travaux de remblaiement destinés à la réfection des talus sont en cours. Ils indiquant avoir prolongé le remblai avec les déblais du site, que le profil des talus est conforme (pente à 45° avec redan de 5 m tous les 6 m de dénivelé). Ils précisent que ceci correspond à une pente nominale de 35°, qu'ils indiquent être conforme à la stabilité des terrains. Ils s'engagent à réaliser ce réaménagement dans de brefs délais et demandent, considérant cet engagement, de modifier les articles 1.3, 2, 3 et 4 du projet d'arrêté, et de revenir aux conditions initiales de l'arrêté préfectoral de 1999.

Lors de notre réunion du 12 février 2008, la société a confirmé que ce front est en cours de rectification au moyen des terres de découvertes. L'inspection des installations classées a ré-expliqué les raisons de l'étude géotechnique et a engagé la société à ne pas attendre la prescription pour engager cette étude.

Nous leur avons demandé de faire un point sur les mesures prises pour remédier aux non-conformités relevées en inspection le 20 novembre 2007 – parmi lesquelles la hauteur de front – et d'apporter les éléments justifiant de l'accomplissement des mesures correctives qui restaient en suspens - notre courrier du 22 avril 2008.

Dans leur réponse du 16 mai 2008, LES TRANSPORTS GALLAS rappellent, concernant la hauteur du front, leur engagement à réduire le front à six mètres et indiquent que ce travail est en cours de réalisation et qu'ils s'emploient à remettre ce front conforme à l'arrêté préfectoral du 22 février 1993. Lors de notre réunion du 22 mai 2008 dans le cadre de leur demande de renouvellement et d'extension de la carrière, ils ont indiqué que les travaux de mise en conformité sont en cours.

5 – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION SUR LES OBSERVATIONS EMISES PAR L'EXPLOITANT

Tant que les travaux de mise en conformité ne sont pas finis, il y a lieu de maintenir la prescription proposée compte tenu du non-respect des conditions initiales d'exploitation et de la nécessité de connaître l'état de sécurité de la situation actuelle. Le projet d'arrêté ci-joint maintient la prescription d'une étude géotechnique.

6 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément aux articles R. 512-28 et R. 512-31 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites sur les projets d'arrêtés joints en annexe.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
pour le directeur et par délégation,
le Chef de groupe de subdivisions